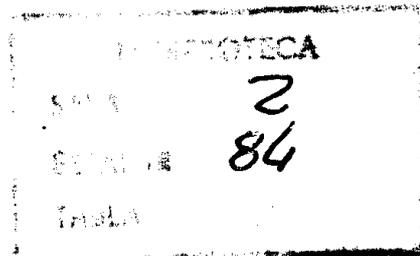
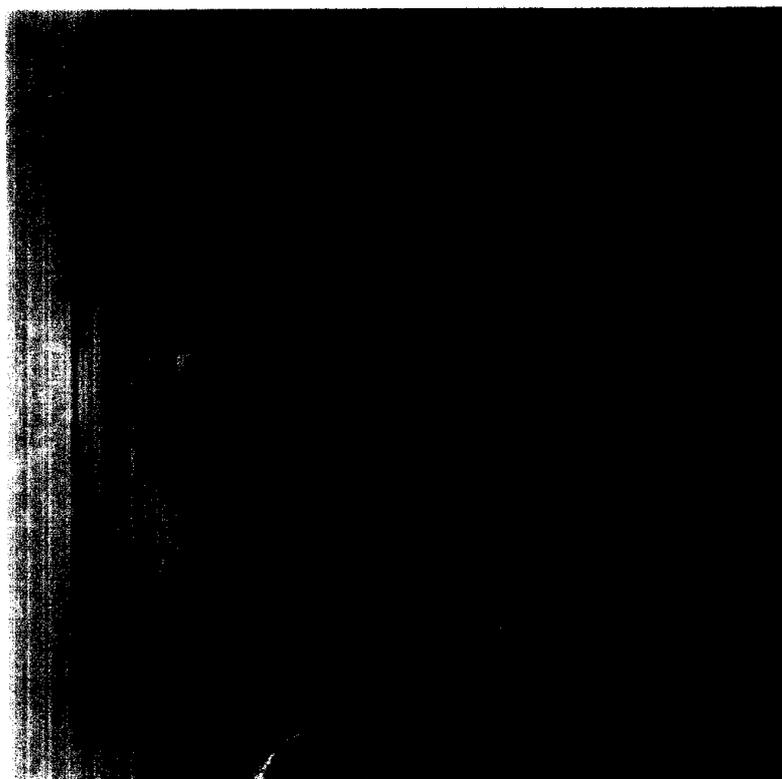


99^e année

N° 4 — Octobre-Décembre 1981



REVUE DES SOCIÉTÉS



JOURNAL DES SOCIÉTÉS



JURISPRUDENCE GÉNÉRALE DALLOZ

TABLE DES MATIÈRES

I. — DOCTRINE :

- La responsabilité civile dans le groupe de sociétés (premier rapport), par Marcus LUTTER 697
- La responsabilité civile dans les relations de groupes de sociétés (second rapport), par Dominique SCHMIDT 725
- La répartition des pouvoirs de gestion et de contrôle dans une société anonyme, par Daniel LCHAT 739

II. — JURISPRUDENCE :

I. — Sociétés à responsabilité limitée.

- Associé gérant de fait. Contrat de travail. A.G.S. Subordination (oui, 1^{er} arrêt ; non, 2^e arrêt). Cass. com., 10 mars 1981 ; Soc., 4 mars 1981, note Paul LE CANNU 761
- Parts sociales. Cession. Formalités de l'article 1690 C. civ. Equivalents. Cass. com., 21 juill. 1981, note Jean-Jacques DAIGRE . 771

II. — Sociétés anonymes.

- Commissaires aux comptes. Désignation. Incompatibilités. Rémunération versée pour mission différente de la mission légale. Responsabilité pénale (art. L. 220 et 456). Trib. correct. Nanterre, 15^e ch., 25 sept. 1981, note Yves GUYON 775
- Dissolution judiciaire pour justes motifs. Mécontentement entre associés. Paralysie du fonctionnement de la société (non). Cass. com., 9 décembre 1980, note Jean-Claude BOUSQUET 781

Administrateur provisoire. Nomination. Conditions. Intérêts sociaux en péril. Cass. com., 23 mars 1981, note Jean-Louis SIBON. 784

III. — Sociétés de fait.

Apparence. Eléments constitutifs. Appréciation globale. Cass. civ., 1^{re}, 13 novembre 1980, note Catherine PHILIPPE 788

Dissolution. Liquidation. Action en paiement contre un associé qui s'est porté caution des engagements sociaux. Prescription quinquennale (non). Cass. com., 19 janvier 1981, note Monique GUILBERTEAU 796

IV. — Sociétés civiles immobilières.

Société civile de vente. Associés. Obligations. Dettes sociales. Paiement. Jugement condamnant la société au profit d'un créancier social. Action en paiement contre les associés non parties au jugement. Cass. civ., 3^e, 1^{er} juillet 1980, note Yves DEREU 799

V. — Droit fiscal des sociétés.

Vérifications de comptabilité. Réintégration d'achats comptabilisés dans les écritures de l'exercice suivant celui de leur réalisation. Rectifications symétriques non applicables. Cons. Etat, 7^e et 9^e s.-sect., 5 juin 1981, note Bernard PLAGNET 805

Impôt sur les sociétés. Compte courant ouvert dans la comptabilité d'une société au nom d'une association servant des prestations au personnel. Compte de tiers (non). Virements à ce compte non déductibles (1^{re} esp.). Règlement d'achat de camions en location vente. Vente à tempérament. Versement constituant l'acquisition d'éléments d'actifs immobilisés et non de charges déductibles (2^e esp.). Cons. Etat, sect. cont., 20 mai 1981 (deux arrêts), note René BLANCHER 809

VI. — Droit pénal des sociétés.

Sociétés anonymes. Infractions pénales. Défaut de convocation aux assemblées. Prolongation du délai. Requête substituant un nouveau délai à celui qui est imparti par la loi. Obstacle à toutes poursuites se fondant sur le délai initial (non). Délit constitué. Trib. correct. Paris, 31^e ch., 22 janvier 1981, note Bernard BOULOC 813

VII. — *Procédures collectives.*

Faillites. Règlement judiciaire. Liquidation des biens. Jugement d'extension en vertu de l'article 101, loi 1967. Voies de recours. Pourvoi en cassation. Appel en intervention du syndic. Nécessité. Indivisibilité du litige. Absence. Déchéance du pourvoi soulevée d'office. Cass. com., 17 décembre 1980, note Adrienne HONORAT . 818

Faillite personnelle et autres sanctions. Procédure. Débiteur ou dirigeant entendu en chambre du conseil. Débats publics. Obstacle (non). Cass. com., 8 juillet 1981, note Adrienne HONORAT 820

Masse des créanciers d'une société en liquidation des biens. Liquidation des biens de la masse (non). Trib. gr. inst. de Strasbourg, 12^e ch. com., 16 février 1981, note Jean-Pierre SORTAIS 822

III. — LÉGISLATION ET RÉGLEMENTATION :

Lois	831
Décrets	834
Arrêtés	837
Circulaires et instructions	837
Décision d'annulation du Conseil d'Etat	839

IV. — RÉPONSES DES MINISTRES AUX QUESTIONS ÉCRITES :

Convention entre un dirigeant et la société	841
Salariés nommés administrateurs	842
Actionnariat des salariés	843
Sociétés d'aménagement foncier et d'établissement rural	845
Associations	846
Groupements d'intérêt économique	849
Procédures collectives des faillites	850
Tribunaux de commerce (réforme et concertation)	850

V. — BIBLIOGRAPHIE :

Comptes rendus d'ouvrages	851
Articles et notes de jurisprudence	855
Ouvrages et monographies (reçus)	863

VI. — INFORMATIONS :

Statistiques : émissions de valeurs mobilières ; constitutions et dissolutions de sociétés	865
Commission des opérations de bourse : communications	865
Commission de l'informatique et des libertés	872
Compte rendu du II ^e Colloque international de la Fondation internationale pour l'enseignement du droit des affaires (FIEDA) : la survie des entreprises privées en difficultés	873
Compte rendu du VI ^e Colloque de l'Association italienne de droit comparé	874
Fondation pour l'étude du droit et des usages du commerce international (FEDUCI) : activités pour 1981-1982	876
Conférence générale des Tribunaux de commerce pour 1981 .	876
Institut de Droit des affaires : conférences-débats 1981-1982 .	877
Congrès de l'Association nationale des docteurs en droit	877
Séminaire : les entreprises communes	877
Prix de thèse et de mémoire décernés par la Compagnie des agents de change pour 1981	878
Centre d'études juridiques, économiques et politiques de Paris : séminaires pour 1981-1982 et colloque pour 1982	878